



TRI du mâconnais



Identifiant du TRI FRD_TRI_MACON
Région(s) Bourgogne, Rhône-Alpes
Département(s) Saône-et-Loire, Ain

Liste des contributions des parties prenantes

CAMVAL	Avis favorable sur le principe de l'identification du TRI.
Commune de Saint Symphorien d'Anelles	Note une méconnaissance des enjeux du secteur, la prise en compte prioritaire de sites urbains au détriment des secteurs ruraux du Val de Saône. Souhaite inviter les services de l'Etat à présenter le projet dans le cadre d'une réunion publique.
Chambre d'agriculture de Saône et Loire	S'inquiète de la viabilité des exploitations agricoles concernées par les TRI. Demande une analyse des enjeux agricoles au même titre que les autres enjeux pris en compte dans la Directive inondations. Mise en avant de la problématique des casiers d'inondation.
Chambre d'agriculture de Côte d'Or	Surprise de voir ressortir Dijon en P1 alors que Mâcon et Chalon régulièrement soumises aux inondations sont classées en P2. Avis défavorable car la crainte est de voir les zones agricoles servir de zones d'expansion des crues pour préserver l'agglomération de Dijon (comme cela est le cas à Chalon)
Syndicat Mixte Veyle Vivante	Confirmation du caractère inondable de la Commune de Pont de Veyle par la Saône
Préfet 01	La poche d'enjeux initialement proposée et cartographiée convient. Proposition de ne pas retenir les modifications proposées suite à la CGI du 15 février 2012. Rajouter l'inondation par la Veyle pour les communes de Laiz, Pont-de-Veyle et Crottet.
CG 01	Réponse d'ordre général sur la non-prise en compte des territoires ruraux et de l'hétérogénéité des phénomènes sur un territoire donné.
EPAVAL	Regrette l'approche TRI par l'entrée "bassin de vie" au détriment d'une vision d'ensemble sur les vallées du Doubs et de la Saône, mais donne un avis favorable de principe sur les poches de Chalon et Mâcon tout en demandant une réelle cohérence entre les secteurs urbains et les enjeux hydrologiques présents. Demande de retirer les communes non inondables de part leur situation topographique, notamment les communes d'Hurigny et Chevagny-les-Chevrières alors que des communes du sud Mâconnais ne sont pas prises en compte malgré leur forte exposition aux inondations de la Saône (secteur de Crèches-sur-Saône).
Ville de Mâcon	Regrette que l'ensemble du Val de Saône ne pas pris en compte. S'interroge sur la pertinence de maintenir les communes de Chevagny-lès-Chevrières et Hurigny dans le TRI. Souligne l'importance de maintenir une cohérence hydraulique dans la définition du TRI soumis à des débordements récurrents de la Saône.

Préfet 71	Avis très favorable sur le fait de retenir ce territoire en TRI en raison de l'importance des enjeux exposés, de la fréquence et de la spécificité des crues à cinétique lente de la Saône dont les effets sont souvent irréversibles sur le bâti. Il est cependant fait une remarque sur la limite de la notion de bassin de vie qui peut intégrer des communes peu exposées et peut compliquer la gouvernance du TRI. Demande de retirer du périmètre défini à partir de l'unité urbaine : Charnay-les-Mâcon, Chevagny-les-Chevrières, Hurigny, Vinzelles, Saint-Martin-Belle-Roche et Senozan. Demande d'ajouter en revanche les communes de Crêches-sur-Saône et Chaintré (présence de en zone inondable de la principale zone commerciale de l'agglomération mâconnaise) ainsi que Saint-Symphorien-d'Ancelles (commune fréquemment et fortement inondée). Demande de désignation d'un préfet pilote pour ce TRI interdépartemental.
------------------	---

Position retenue par le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée

Par rapport au périmètre initialement proposé de l'unité urbaine, il a été choisi de :

- supprimer les communes de Champforgeuil , La Loyère, Oslon : pas d'enjeux dans l'EAIPce. Suppression de la commune de Fragnes (plutôt concernée par un affluent de la Saône – enjeux moins prépondérant dans l'EAIPce)
- d'orienter ce TRI sur stratégie locale à développer sur un périmètre cohérent le long du Val de Saône.